

Appel à la mise en place d'une coordination européenne des partis politiques de gauche, des organisations populaires et des mouvements sociaux qui luttent pour la sortie de L'Union européenne, de l'euro et de L'Otan.

Dans tous les pays de l'Union européenne (UE) et en particulier dans ceux appartenant à la zone euro, les politiques antipopulaires agressives sont poursuivies sans relâche par l'UE et ses Etats membres: coupes massives dans les dépenses sociales et les salaires, augmentation des impôts pour les travailleurs et réduction d'impôt pour les riches, subventions éhontées aux grandes sociétés pour, soi-disant, créer des emplois qui ne se concrétisent jamais ou sont éphémères, privatisations et démantèlement des services publics et la sécurité sociale. Le résultat est une augmentation exponentielle de la pauvreté, les inégalités sociales, le chômage de masse et le manque de sécurité de l'emploi.

Cette situation prend sa source dans la nature même de l'UE et de la monnaie unique, la plus récente manifestation étant le traité de Lisbonne. Ce dernier est basé sur tous les dogmes néolibéraux qui ont déjà démontré leur impact négatif sur les intérêts des classes populaires et moyennes. Dans la zone euro les déséquilibres entre les pays se sont aggravés. L'euro est une arme de destruction massive dirigée contre l'emploi. La monnaie unique n'est utilisée que pour protéger le retour sur investissement des capitalistes en maintenant un niveau permanent et volontairement élevé de chômage. L'introduction de pratiques « européennes de gouvernance économique », soumet les états à une souveraineté limitée et à des formes disciplinaires agressives de supervision économique, comme le montre le rôle de la troïka (UE-FMI-BCE) en Grèce, (où elle a exigé des réformes néolibérales agressives et la redistribution massive des revenus vers le capital). En outre, les politiques de l'UE et l'organisation monétaire et institutionnelle de la zone euro rendent encore plus aiguë la crise actuelle et entretiennent le cercle vicieux : récession - austérité - chômage.

L'essence même de cette construction européenne repose sur les valeurs et les intérêts des classes dirigeantes occidentales: européisme, atlantisme, capitalisme, autoritarisme. Un tel système ne peut pas changer de nature et ne peut pas être améliorée de l'intérieur. Il doit être démantelé afin de construire quelque chose de radicalement nouveau. L'UE est en effet le système le plus sophistiqué au monde fondée sur la tentative de construire une civilisation fondée sur le marché. L'UE est un système horrible de domination et d'aliénation dont les peuples ont besoin de s'émanciper.

L'UE et le processus d'intégration européenne sont intrinsèquement antidémocratiques. En réduisant considérablement la souveraineté populaire de l'État-nation et en transférant les pouvoirs aux mécanismes non élus de l'UE, il sape la capacité des gens à s'organiser, lutter, résister

et transformer la société. Détruire la souveraineté populaire est la garantie pour les classes dominantes qu'il n'y a pas de retour en arrière sur les «réformes» néolibérales. Ceci est cohérent avec la tentative de garantir la domination des sociétés capitalistes à l'échelle mondiale, poursuivie par des organisations supranationales (OMC, FMI, Banque mondiale, OTAN, UE, OCDE). Cela peut expliquer le caractère de plus en plus autoritaire de l'UE et son soutien aux régimes semi-fascistes comme celui de Kiev.

Actuellement, les politiques néolibérales de l'UE prennent une forme encore plus agressive. L'enjeu n'est pas la crise à la périphérie européenne, mais la préparation de nouvelles attaques dévastatrices sur les classes dominées dans les principaux pays de l'UE. Une nouvelle vague d'austérité, de coupes dans les dépenses sociales, de privatisations, de démantèlement des conquêtes historiques du mouvement ouvrier, est en cours. La nécessité d'une résistance est plus que jamais nécessaire.

Face à cette situation la plupart des forces de la gauche non social-démocrate, en Europe, ne remettent pas l'UE en cause. Le résultat est un «européanisme de gauche» qui refuse de lutter contre la racine du problème, à savoir le cadre institutionnel, monétaire, économique de l'intégration européenne, son néolibéralisme structurel, son caractère antidémocratique. Les appels pour une «autre UE», avec une BCE «bienveillante» et des «solutions européennes à la dette» ne sont que des vœux pieux, pas des réponses politiques. Cette incapacité à défier l'UE, laisse ouvert l'espace politique à un ersatz «euroscepticisme» raciste, réactionnaire, pro-business, chauviniste, de l'extrême-droite et des partis néo-fascistes.

Sortir de la zone euro et l'UE ne seront pas des actes de nationalisme ou de chauvinisme économique. Ce seront des actes d'internationalisme et de solidarité populaire, parce qu'ils conduiront au démantèlement du processus d'intégration capitaliste et impérialiste.

Pour ces raisons, il est de la plus haute urgence d'organiser une coordination paneuropéenne d'organisations politiques de gauche, d'organisations populaires, de mouvements sociaux qui luttent contre l'Union européenne et la zone euro afin de coordonner leur travail et de rouvrir collectivement le débat sur la nécessaire rupture avec l'intégration européenne. La sortie de l'euro et l'UE doit redevenir la pierre angulaire de la gauche et d'une politique radicale, le point de départ d'un nouvel avenir progressiste, démocratique et socialiste pour les classes ouvrières et les peuples de l'Europe.

Pour toutes ces raisons, un Comité d'Organisation (Mars Grece, Committee "EuroExit" Autriche, Coordinamento nazionale sinistra contro l'euro Italie, Frente Civico Espagne, M'PEP France, Initiative .e.V. Duisburg Allemagne) prend l'initiative d'appeler à cette réunion pan-européenne

des organisations de gauche, politiques et sociales de masse qui discuteront de ce problème et établiront cette coordination. La réunion aura lieu en Grèce à la fin de Juin et plus précisément à Athènes en signe de solidarité avec la lutte du peuple grec contre les politiques d'austérité et les réformes de l'UE.

La Grèce, ces six dernières années a connu une catastrophe sociale sans précédent. L'ampleur de la crise grecque était une conséquence directe de l'architecture financière, monétaire et institutionnelle de la zone euro et l'UE. Le «bail-out" de l'UE, du FMI et de la BCE a signifié l'extrême austérité et les réformes néolibérales allant de pair avec le manque total de respect de la procédure démocratique et la souveraineté populaire. C'est une autre preuve de la nature profondément réactionnaire et antidémocratique de l'Union européenne et du projet «d' Intégration européenne» en général. La colère populaire et le mécontentement contre l'austérité ont amené le nouveau gouvernement SYRIZA-ANELL au pouvoir. Malgré le fait que son programme, tel qu'il est exprimé dans le programme dit de Thessalonique, soit modérée et contradictoire, le nouveau gouvernement a été sous une énorme pression pour capituler et accepter une humiliante poursuite des politiques d'austérité. Il est clair que dans le cadre de la zone euro, il est impossible pour un gouvernement de sortir de l'austérité et de l'agenda néolibéral. C'est pourquoi une stratégie de sortie est plus que jamais nécessaire. Le forum anti-UE coïncidera avec la date limite imposée par l'UE et le FMI pour un nouveau plan d'austérité qui amplifiera les politiques catastrophiques actuelles, contrairement à la volonté du peuple grec qui est pour la fin de l'austérité.

Le Forum comprendra une conférence avec des séances plénières et des ateliers ainsi qu'une manifestation de masse dans le centre-ville.

Il se terminera par une déclaration politique et des prévisions d'activités.